

RF

ROYAUME DE BELGIQUE

Avis 41.721/4

DE LA SECTION DE LÉGISLATION DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, quatrième chambre, saisi par le Ministre de l'Environnement, le 21 novembre 2006, d'une demande d'avis, dans un délai de cinq jours ouvrables, sur des amendements du Gouvernement au projet de loi "portant des dispositions diverses", a donné le 27 novembre 2006 l'avis suivant :

Suivant l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, inséré par la loi du 4 août 1996 et remplacé par la loi du 2 avril 2003, la demande d'avis doit spécialement indiquer les motifs qui en justifient le caractère urgent.

En l'occurrence, cette motivation, telle qu'elle figure dans la lettre de demande d'avis, est la suivante :

"De hoogdringendheid van deze maatregelen wordt gemotiveerd door het feit dat bij een klassieke parlementaire procedure ter behandeling van deze ontwerp teksten, met een advies van de Afdeling wetgeving op een maand, de behandeling in de respectievelijke Parlementaire Commissies Binnenlandse Zaken, Justitie en Mobiliteit, een mogelijke evocatieprocedure, en een plenaire stemming, de vrees meer dan terecht is dat, zelfs wanneer er niets fundamenteel misgaat in die verschillende procedurefasen, de Richtlijn op het federaal niveau niet tijdig in al zijn aspecten omgezet geraakt. Daarbij moet immers rekening gehouden worden met het feit dat voor een volledige omzetting van de Richtlijn bijkomend een koninklijk Besluit inzake vervoer van gevaarlijke stoffen moet genomen worden, waarvoor via huidig wetgevend initiatief de rechtsbasis wordt gecreëerd. Dit probleem stelt zich des te scherper daar een nieuw KB niet meer kan geagendeerd worden tijdens een periode waarin de regering alleen nog lopende zaken behandelt.

In ondergeschikte orde is de onderlinge samenhang en de nood aan een coherente omzetting een reden om de drie dossiers samen te behandelen. (Teneinde bij wijze van voorbeeld te vermijden dat het begrip «exploitant» in diverse wetgeving op verschillende wijzen zou gedefinieerd worden.). Daarom werd ervoor geopteerd om de wettelijke aanpassingen niet via drie afzonderlijke wetgevende initiatieven te laten verlopen, die elk hun eigen leven zouden gaan leiden, maar via een gezamenlijk procedure, gecoördineerd door de Minister van Leefmilieu, als eindverantwoordelijke voor een tijdige en coherente omzetting.

Omwille van deze redenen beschouwde de Ministerraad van 9 juni 2006 de wet houdende diverse bepalingen als het meest geschikt instrument, dat de beste garanties biedt op een tijdige en coherente behandeling. Het lijkt me daarom gepast dat het advies zou gegeven worden binnen de termijn zoals voorzien in artikel 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, van de gecoördineerde wetten."

*

* *

.../...

1. Lorsqu'un avis est réclamé à la section de législation du Conseil d'État dans le délai de cinq jours ouvrables sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, il y a lieu, selon la même disposition, d'avoir égard aux motifs devant figurer spécialement dans la demande d'avis pour apprécier si le recours à cette disposition exceptionnelle est adéquatement motivé.

La demande d'avis porte sur trois projets d'amendements au projet de loi portant des dispositions diverses.

Ces trois projets, destinés à être insérés respectivement dans les titres "Justice", "Intérieur" et "Mobilité" du projet de loi portant des dispositions diverses, ont pour objet commun de transposer sur certains points la directive 2004/35/CE du Parlement européen et du Conseil du 21 avril 2004 sur la responsabilité environnementale en ce qui concerne la prévention et la réparation des dommages environnementaux.

2. Les dispositions à l'examen figuraient déjà dans l'avant-projet de loi portant des dispositions diverses, sur lequel la section de législation du Conseil d'État, saisie dans un délai ne dépassant pas cinq jours ouvrables, a donné, les 6, 7 et 8 novembre 2006, l'avis 41.594/1/2/3/4.

Dans cet avis, la section de législation a constaté que, pour ces dispositions, la demande d'avis était irrecevable, la motivation de l'urgence qui était invoquée pour réclamer la communication de l'avis dans un délai ne dépassant pas cinq jours ouvrables n'étant pas suffisante au regard de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État.

L'autorité fédérale saisit à nouveau la section de législation d'une demande d'avis sur lesdites dispositions, en réclamant, ici encore la communication de l'avis dans un délai ne dépassant pas cinq jours ouvrables. À cette fin, la demande d'avis contient la motivation reproduite en tête du présent avis, différente de celle dont il a été fait état dans le précédent dossier.

3. L'appréciation de l'admissibilité des motifs invoqués doit tenir compte notamment de ce qu'en vertu de l'article 19, paragraphe 1, alinéa 1^{er}, de la directive précitée, les dispositions législatives, réglementaires et administratives nécessaires pour s'y conformer doivent être mises en vigueur pour le 30 avril 2007.

4. La motivation de l'urgence se fonde en premier lieu sur la durée de la procédure devant la section de législation du Conseil d'État et de la procédure parlementaire, ainsi que sur la nécessité d'adopter un arrêté royal en matière de transport de substances dangereuses, pour laquelle un des avant-projets d'amendement procure le fondement légal. Toujours aux termes de la même partie de la motivation, cette question se poserait avec d'autant plus d'acuité qu'un nouvel arrêté royal ne pourrait plus être mis à l'agenda du Gouvernement pendant une période d'affaires courantes.

Comme le montrent de nombreux exemples, le délai de plus de cinq mois qui s'étend entre la date de la demande d'avis, le 21 novembre 2006, et la date du 30 avril 2007, est compatible avec ceux requis par les procédures tant devant la section de législation du Conseil d'État, invitée, le cas échéant sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, à se prononcer dans un délai de trente jours, prorogeable au maximum à quarante-cinq jours en cas de saisine de l'assemblée générale ou des chambres réunies de la section de législation, que devant les Chambres fédérales, même s'il est tenu compte de la nécessité d'encore saisir la section de législation du Conseil d'État du projet d'arrêté royal qui devrait être adopté sur la base de la disposition faisant l'objet de l'avant-projet d'amendement portant sur le titre "Mobilité" de l'avant-projet de loi portant des dispositions diverses, et de la nécessité d'adopter et de publier cet arrêté royal avant le 30 avril 2007.

Sur ce dernier point, il est en effet rappelé que la préparation de cet arrêté royal peut intervenir dès avant l'adoption et la publication de la loi, que, si la section de législation ne saurait être saisie avant l'adoption de la loi, il est admis que celle-ci puisse se prononcer, le cas échéant, sur un projet d'arrêté royal dès l'adoption par les deux Chambres d'un projet de loi conférant au Roi le pouvoir d'adopter cet arrêté et avant même la sanction et la promulgation de la loi, que la saisine de la section de législation du Conseil d'État peut alors intervenir, si cela se justifie, sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, et qu'enfin, dès que la loi est

.../...

promulguée par le Roi, elle est exécutoire, ce qui confère au Roi le pouvoir d'adopter l'arrêté royal d'exécution et qui rend possible sa publication, le cas échéant en même temps que la loi, au *Moniteur belge*.

S'agissant de la possibilité que l'arrêté royal envisagé devrait être adopté dans une période de l'actualité politique correspondant à des affaires courantes, elle ne repose actuellement sur aucune donnée concrète permettant à la section de législation du Conseil d'État d'apprécier si la période d'affaires courantes consécutive à la dissolution des Chambres qui devrait résulter, dans le courant du deuxième trimestre de 2007, de la fin de l'actuelle législature risque de correspondre à la période au cours de laquelle l'arrêté royal envisagé devrait être adopté.

Ces considérations relatives à la nécessité d'adopter un arrêté royal ainsi que la disposition législative lui procurant un fondement légal ne valent, en tout état de cause, que pour celui des trois amendements ayant cet objet, c'est-à-dire celui tendant à insérer une disposition dans le titre "Mobilité" de l'avant-projet portant des dispositions diverses, les deux autres amendements ne contenant aucune disposition conférant un pouvoir au Roi.

Ce premier aspect de la motivation de l'urgence avancée dans la demande d'avis n'est donc pas pertinent.

5. En deuxième lieu et à titre subsidiaire, la motivation de l'urgence avance l'opportunité de faire figurer en un seul projet de loi les dispositions faisant l'objet des trois amendements.

Cette considération n'impose nullement que ce traitement législatif simultané doive se faire au sein de l'avant-projet portant des dispositions diverses actuellement en préparation et non par un avant-projet de loi autonome portant sur ce seul objet.

La circonstance, invoquée également, selon laquelle, dès le 9 juin 2006, le Conseil des ministres avait émis le voeu d'un examen fait à temps ("tijdig") et cohérent, ne saurait conduire, bien au contraire, à une autre conclusion.

Le second aspect de la motivation de l'urgence n'emporte pas davantage la conviction quant à son caractère pertinent et admissible.

6. En conséquence, la section de législation n'est pas davantage en mesure d'examiner le dossier qu'elle ne l'était lorsqu'elle a donné l'avis 41.594/1/2/3/4, les motifs avancés n'étant pas pertinents au regard de ceux qui, conformément à l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, pourraient justifier le recours à la procédure exceptionnelle prévue par cette disposition.

7. Ceci étant, la section de législation croit utile d'encore observer ce qui suit.

En ce qui concerne celles des dispositions en projet qui, selon l'intitulé du chapitre dans lequel elles sont insérées, tendent à "[instaurer des] délais de prescription particuliers pour les actions introduites par des autorités publiques en vue du recouvrement des coûts des mesures de prévention et de réparation des dommages environnementaux", la justification qui en est donnée déclare que la transposition de la directive 2004/35/CE précitée concerne "une compétence mixte de l'État fédéral et des Régions" et qu'"il est essentiel que les textes d'implémentation adoptés par les différents niveaux correspondent convenablement les uns aux autres".

La justification contient à ce sujet les explications suivantes :

"La Région flamande a par exemple l'intention - en ce qui concerne ses compétences - d'[adopter] cette année encore les textes relevant. Cela implique entre autres qu'elle intentera des actions qui permettront aux autorités publiques qui se manifesteront en cas de dommages environnementaux de récupérer auprès des responsables les frais qu'elles auront occasionnés à la suite de la prise de mesures de prévention et de réparation. Comme la Région flamande n'a pas la compétence d'introduire des délais d'expiration adaptés au civil (*sic*) pour cette nouvelle action, il revient au département Justice d'intervenir. Il faut donc que l'introduction des délais d'expiration (*sic*) spéciaux dans le code civil se fasse le plus vite possible, si nous voulons éviter que - sur initiative des autres entités (comme par exemple la Région flamande) - des actions ne soient intentées, au

.../...

profit d'instances publiques compétentes (qui se manifestent en cas de dommages environnementaux) contre des responsables mais que ceux-ci ne soient pas soumis à une réglementation d'expiration (*sic*) adéquate".

Comme déjà indiqué dans l'avis 41.594/1/2/3/4 précité, le souci des auteurs des dispositions à l'examen de faire en sorte que "les textes d'implémentation adoptés par les différents niveaux correspondent convenablement les uns aux autres" est, en lui-même, légitime.

Toutefois, l'avis précité a observé qu'aucun élément suffisamment concret ne permettait d'établir que "l'intention" d'une des Régions, en l'occurrence la Région flamande, "d'[adopter] cette année encore les textes relevant", était effectivement appelée à se réaliser, et a, à cet égard, attiré l'attention sur le fait qu'au moment où l'avis était donné, ni la Région flamande, ni, au demeurant, les deux autres Régions, n'avaient saisi la section de législation de projets de textes tendant également à transposer la directive 2004/35/CE.

À ce jour, cette observation conserve toute son actualité.

En outre, l'avis 41.594/1/2/3/4 a observé qu'à défaut de disposer de l'ensemble des textes par lesquels l'autorité fédérale et les Régions envisagent de transposer cette directive en droit interne, la section de législation n'était pas en mesure d'examiner en parfaite connaissance de cause les importantes questions que suscite cette transposition en ce qui concerne, tout particulièrement, la détermination, d'une part, des autorités compétentes en droit interne pour prendre les dispositions requises en vue de se conformer à la directive et, d'autre part, du contenu des mesures à prendre pour transposer celle-ci complètement et fidèlement.

Le dossier n'ayant pas évolué sur ce point, cette observation ne peut également qu'être réitérée.

La chambre était composée de

Messieurs	Ph. HANSE,	conseiller d'État, président,
	P. LIÉNARDY,	conseillers d'État,
	P. VANDERNOOT,	
Madame	C. GIGOT,	greffier.

Le rapport a été présenté par M. B. JADOT, premier auditeur chef de section.

LE GREFFIER,

LE PRÉSIDENT,

C. GIGOT

Ph. HANSE

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 41.721/4

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, vierde kamer, op 21 november 2006 door de Minister van Leefmilieu verzocht hem, binnen een termijn van vijf werkdagen, van advies te dienen over amendementen van de Regering bij het ontwerp van wet "houdende dringende diverse bepalingen", heeft op 27 november 2006 het volgende advies gegeven :

Volgens artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, ingevoegd bij de wet van 4 augustus 1996 en vervangen bij de wet van 2 april 2003, moeten in de adviesaanvraag in het bijzonder de redenen worden aangegeven tot staving van het spoedeisende karakter ervan.

In casu luidt die motivering, zoals ze in de brief met de adviesaanvraag voorkomt, als volgt :

"De hoogdringendheid van deze maatregelen wordt gemotiveerd door het feit dat bij een klassieke parlementaire procedure ter behandeling van deze ontwerp teksten, met een advies van de Afdeling wetgeving op een maand, de behandeling in de respectievelijke Parlementaire Commissies Binnenlandse Zaken, Justitie en Mobiliteit, een mogelijke evocatieprocedure, en een plenaire stemming, de vrees meer dan terecht is dat, zelfs wanneer er niets fundamenteel misgaat in die verschillende procedurefasen, de Richtlijn op het federaal niveau niet tijdig in al zijn aspecten omgezet geraakt. Daarbij moet immers rekening gehouden worden met het feit dat voor een volledige omzetting van de Richtlijn bijkomend een koninklijk Besluit inzake vervoer van gevaarlijke stoffen moet genomen worden, waarvoor via huidig wetgevend initiatief de rechtsbasis wordt gecreëerd. Dit probleem stelt zich des te scherper daar een nieuw KB niet meer kan geagendeerd worden tijdens een periode waarin de regering alleen nog lopende zaken behandelt.

In ondergeschikte orde is de onderlinge samenhang en de nood aan een coherente omzetting een reden om de drie dossiers samen te behandelen. (Teneinde bij wijze van voorbeeld te vermijden dat het begrip 'exploitant' in diverse wetgeving op verschillende wijzen zou gedefinieerd worden.). Daarom werd ervoor geopteerd om de wettelijke aanpassingen niet via drie afzonderlijke wetgevende initiatieven te laten verlopen, die elk hun eigen leven zouden gaan leiden, maar via een gezamenlijk procedure, gecoördineerd door de Minister van Leefmilieu, als eindverantwoordelijke voor een tijdige en coherente omzetting.

Omwille van deze redenen beschouwde de Ministerraad van 9 juni 2006 de wet houdende diverse bepalingen als het meest geschikt instrument, dat de beste garanties biedt op een tijdige en coherente behandeling. Het lijkt me daarom gepast dat het advies zou gegeven worden binnen de termijn zoals voorzien in artikel 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, van de gecoördineerde wetten."

*

* *

1. Wanneer de afdeling wetgeving van de Raad van State, op grond van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, verzocht wordt om een advies uit te brengen binnen een termijn van vijf werkdagen, dient volgens

.../...

diezelfde bepaling speciaal aandacht te worden besteed aan de motieven die in de adviesaanvraag moeten voorkomen om te beoordelen of het beroep op die uitzonderlijke bepaling op afdoende wijze gemotiveerd is.

De adviesaanvraag heeft betrekking op drie ontwerpen van amendementen op het wetsontwerp houdende diverse bepalingen.

Die drie ontwerpen, die bedoeld zijn om respectievelijk te worden ingevoegd in de titels "Justitie", "Binnenlandse Zaken" en "Mobiliteit" van het wetsontwerp houdende diverse bepalingen, hebben alle tot doel richtlijn 2004/35/EG van het Europees Parlement en de Raad van 21 april 2004 betreffende milieuaansprakelijkheid met betrekking tot het voorkomen en herstellen van milieuschade op bepaalde punten om te zetten.

2. De voorliggende bepalingen kwamen reeds voor in het voorontwerp van wet houdende diverse bepalingen waarover de afdeling wetgeving van de Raad van State, die verzocht was om binnen een termijn van vijf werkdagen advies uit te brengen, op 6, 7 en 8 november 2006 advies 41.594/1/2/3/4 heeft gegeven.

In dat advies heeft de afdeling wetgeving vastgesteld dat de adviesaanvraag, wat die bepalingen betreft, niet-ontvankelijk was, doordat de motivering van het spoedeisend karakter dat aangevoerd was om mededeling van het advies binnen een termijn van ten hoogste vijf werkdagen te vragen niet toereikend was in het licht van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State.

De federale overheid maakt thans bij de afdeling wetgeving een nieuwe adviesaanvraag aanhangig met betrekking tot dezelfde bepalingen waarbij ze weerom vraagt dat het advies binnen een termijn van ten hoogste vijf werkdagen wordt uitgebracht. Daartoe bevat de adviesaanvraag de motivering die vooraan in dit advies is weergegeven en die verschilt van die welke in het vorige dossier opgegeven was.

3. Bij de beoordeling van de aanvaardbaarheid van de aangevoerde motieven moet inzonderheid rekening worden gehouden met het feit dat krachtens artikel 19, lid 1, eerste alinea, van de voormelde richtlijn, de wettelijke en bestuursrechtelijke bepalingen die noodzakelijk zijn om aan de richtlijn te voldoen uiterlijk op 30 april 2007 in werking moeten worden gesteld.

4. De motivering van het spoedeisende karakter steunt in de eerste plaats op de duur van de procedure voor de afdeling wetgeving van de Raad van State en van de parlementaire procedure alsook op de noodzaak een koninklijk besluit inzake vervoer van gevaarlijke stoffen uit te vaardigen waarvoor een van de voorontwerpen van amendement de rechtsgrond verleent. Steeds volgens datzelfde deel van de motivering "stelt dit probleem zich des te scherper daar een nieuw koninklijk besluit niet meer geagendeerd zou kunnen worden tijdens een periode waarin de regering alleen nog lopende zaken behandelt".

Zoals talrijke voorbeelden aantonen, is de tijdsspanne van meer dan vijf maanden die ligt tussen 21 november 2006, de datum waarop het advies aangevraagd is, en 30 april 2007 bestaanbaar met de tijd die vereist wordt door de procedures, zowel voor de afdeling wetgeving van de Raad van State die, in voorkomend geval, op grond van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State verzocht wordt om advies te verstrekken binnen een termijn van dertig dagen, welke termijn kan worden verlengd tot maximaal vijfenveertig dagen ingeval de zaak overgezonden wordt aan de algemene vergadering of de verenigde kamers van de afdeling wetgeving, als voor de Federale Kamers, zelfs wanneer rekening wordt gehouden met de noodzaak om de afdeling wetgeving van de Raad van State nog te verzoeken advies uit te brengen over het ontwerp van koninklijk besluit dat zou moeten worden uitgevaardigd op basis van de bepaling die opgenomen is in het voorontwerp van amendement betreffende de titel "Mobiliteit" van het voorontwerp van wet houdende diverse bepalingen en met de noodzaak om dat koninklijk besluit vóór 30 april 2007 uit te vaardigen en bekend te maken.

Wat laatstgenoemd punt betreft, wordt er immers aan herinnerd dat dit koninklijk besluit reeds kan worden voorbereid voordat de wet aangenomen en bekendgemaakt is, dat de afdeling wetgeving weliswaar niet geadieerd mag worden voordat de wet aangenomen is, maar aanvaard wordt dat ze, in voorkomend geval, haar advies over een ontwerp van koninklijk besluit te kennen geeft zodra de beide Kamers een ontwerp van wet hebben aangenomen waarbij aan de Koning de bevoegdheid wordt verleend om dat besluit uit te vaardigen en zelfs vóór de bekrachtiging en de afkondiging van de wet, dat de afdeling wetgeving van de Raad van State dan, als daarvoor gegronde redenen bestaan, verzocht kan worden om advies uit te brengen op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, en dat, ten slotte, de wet, zodra ze door de Koning is afgekondigd, uitvoerbaar is, waardoor de Koning bevoegd wordt om het koninklijk uitvoeringsbesluit uit te vaardigen en waardoor het mogelijk is dat besluit in het *Belgisch Staatsblad* bekend te maken, in voorkomend geval zelfs tegelijk met de wet.

In verband met de mogelijkheid dat het in het vooruitzicht gestelde koninklijk besluit uitgevaardigd zou moeten worden in een periode van de politieke actualiteit die met lopende zaken overeenstemt, moet worden opgemerkt dat die veronderstelling thans op geen enkel concreet gegeven steunt dat het voor de afdeling wetgeving van de Raad van State mogelijk zou maken om te beoordelen of de periode van lopende zaken die volgt op de ontbinding van de Kamers die in de loop van het tweede kwartaal van 2007 zou moeten volgen uit het einde van de huidige regeerperiode, dreigt samen te vallen met de periode waarin het in het vooruitzicht gestelde koninklijk besluit uitgevaardigd zou moeten worden.

Die overwegingen betreffende de noodzaak om een koninklijk besluit uit te vaardigen alsmede de wetsbepaling die daarvoor een rechtsgrond moet verschaffen, gelden hoe dan ook alleen voor dat van de drie amendementen dat daarop betrekking heeft, dat wil zeggen voor het amendement tot invoeging van een bepaling in de titel "Mobiliteit" van het voorontwerp houdende diverse bepalingen, aangezien de twee overige amendementen geen enkele bepaling bevatten waarbij aan de Koning een bevoegdheid wordt verleend.

Dit eerste aspect van de motivering van het aangevoerde spoedeisende karakter van de adviesaanvraag is dus niet relevant.

.../...

5. Ten tweede en in ondergeschikte orde wordt in de motivering van het spoedeisende karakter aangevoerd dat het opportuun is om de bepalingen vervat in de drie amendementen in een enkel wetsontwerp op te nemen.

Die overweging impliceert geenszins dat die gelijktijdige behandeling door de wetgever dient te geschieden in het raam van het voorontwerp houdende diverse bepalingen dat thans wordt voorbereid en niet in een autonoom voorontwerp van wet dat alleen daarop betrekking heeft.

De eveneens aangevoerde omstandigheid dat de Ministerraad reeds op 9 juni 2006 een "tijdige" en coherente behandeling wenste, kan, wel in tegendeel, niet tot een andere conclusie leiden.

Het tweede aspect van de motivering van het spoedeisende karakter is evenmin overtuigend wat de relevantie en de aanvaardbaarheid ervan betreft.

6. Bijgevolg is de afdeling wetgeving net zo min in staat om het dossier te onderzoeken als ze daartoe in staat was toen ze advies 41.594/1/2/3/4 heeft uitgebracht, aangezien de aangevoerde motieven niet relevant zijn in het licht van die welke overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State voldoende grond zouden kunnen opleveren voor het aanwenden van de uitzonderlijke procedure waarin die bepaling voorziet.

7. Dit gezegd zijnde, acht de afdeling wetgeving het nuttig nog het volgende op te merken.

Wat de ontworpen bepalingen betreft die, volgens het opschrift van het hoofdstuk waarin ze worden ingevoegd, strekken tot "[het invoeren] van bijzondere verjaringstermijnen voor vorderingen ingesteld door publieke overheden tot vergoeding van de kosten van preventie- en herstelmaatregelen bij milieuschade", wordt in de verantwoording die daarvoor wordt gegeven, vermeld dat de omzetting van de voormelde richtlijn 2004/35/EG "een gemengde bevoegdheid van de federale overheid en de

Gewesten betreft" en dat "het [...] essentieel is dat de implementatieteksten die door de verschillende niveaus worden aangenomen goed op mekaar zijn afgestemd".

De verantwoording bevat in dit verband de volgende uitleg :

"Het Vlaams Gewest is bijvoorbeeld van plan om - voor wat haar bevoegdheden betreft - de relevante wetteksten nog dit jaar aan te passen conform de richtlijn. Dit impliceert onder andere dat zij vorderingsgronden zal creëren die de overheidsinstanties die optreden ingeval van milieuschade moeten toelaten om de kosten die zij hebben gemaakt naar aanleiding van het nemen van preventie- en herstelmaatregelen terug te vorderen van de verantwoordelijken voor de milieuschade. Daar bijvoorbeeld het Vlaams Gewest niet bevoegd is om voor deze nieuwe vorderingsgrond aangepaste burgerlijke verjaringstermijnen in te voeren, is het de taak van het departement Justitie om op dat vlak in te grijpen. Het is dus aangewezen dat de invoering van de speciale verjaringstermijnen in het Burgerlijk Wetboek ook zo snel mogelijk gebeurt, willen we vermijden dat er - op initiatief van andere entiteiten (zoals bijvoorbeeld het Vlaams Gewest) - ten voordele van de bevoegde overheidsinstanties (die optreden ingeval van milieuschade) wel vorderingsgronden tegen de verantwoordelijken worden ingevoerd, maar dat deze niet aan een gepaste verjaringsregeling worden onderworpen".

Zoals reeds in het voormelde advies 41.594/1/2/3/4 is aangegeven, is de bezorgdheid van de stellers van de voorliggende bepalingen om te maken dat "de implementatieteksten die door de verschillende niveaus worden aangenomen goed op mekaar zijn afgestemd" op zich legitiem.

In het voornoemde advies is evenwel opgemerkt dat geen enkel voldoende concreet gegeven het mogelijk maakte vast te stellen dat het "plan" van een van de gewesten, in casu het Vlaams Gewest, om "de relevante wetteksten nog dit jaar aan te passen" ook daadwerkelijk gerealiseerd zou worden en in dat verband is de aandacht erop gevestigd dat, toen het advies werd uitgebracht, noch het Vlaams Gewest, noch overigens de twee andere gewesten bij de afdeling wetgeving van de Raad van State ontwerp teksten hadden ingediend om eveneens richtlijn 2004/35/EG om te zetten.

Tot op vandaag heeft die opmerking nog niets van haar geldigheid ingeboet.

In advies 41.594/1/2/3/4 is bovendien opgemerkt dat, aangezien de afdeling wetgeving niet over alle teksten beschikte waarmee de federale overheid en de gewesten van plan zijn die richtlijn in intern recht om te zetten, ze niet met volledige kennis van zaken de belangrijke vraagstukken kon onderzoeken die verband houden met deze omzetting, wat betreft in het bijzonder het bepalen van enerzijds de instanties die in het interne recht bevoegd zijn om de vereiste bepalingen uit te vaardigen teneinde te voldoen aan de richtlijn en, anderzijds, het bepalen van de inhoud van de maatregelen die genomen moeten worden om deze richtlijn zo volledig en zo nauwkeurig mogelijk om te zetten.

Aangezien het dossier op dit punt onveranderd is gebleven, kan ook deze opmerking alleen maar worden herhaald.

De kamer was samengesteld uit

de Heren	Ph. HANSE,	staatsraad, voorzitter,
	P. LIÉNARDY,	staatsraden,
	P. VANDERNOOT,	
Mevrouw	C. GIGOT,	griffier.

Het verslag werd uitgebracht door de H. B. JADOT, eerste auditeur-afdelingshoofd.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. LIÉNARDY.

DE GRIFFIER,

DE VOORZITTER,

C. GIGOT

Ph. HANSE